

Les économies vertes créent des emplois et augmentent la prospérité

Terre d'avenir

La récession a fourni aux entreprises canadiennes l'occasion de réfléchir à leurs pratiques et à leurs priorités et de se rééquiper et de recalculer en fonction de l'avenir. Lorsque la relance a commencé à s'affermir, les entreprises désireuses d'assurer leur réussite et leur longévité ont mis l'accent sur les termes « innovation » et « viabilité ». Les entreprises intelligentes se rendent compte que l'adoption de pratiques écologiques permet d'économiser et d'améliorer les efficacités et que la participation à l'économie du savoir exige l'intégration de technologies et de pratiques commerciales vertes. En outre, les entreprises reconnaissent de plus en plus qu'il est sage d'intégrer l'approche du « triple bilan » à la planification des activités et à l'évaluation des impacts et des résultats sur le plan économique, social et environnemental.

La technologie verte permettra de répondre aux besoins de ressources actuels sans compromettre cette capacité pour les prochaines générations. Les technologies vertes innovantes qui respectent les bonnes pratiques environnementales et sont profitables sont intégrées aux secteurs de la construction, de l'énergie, du transport et de la gestion des déchets¹ pour n'en nommer que quelques-uns. Outre les pratiques d'affaires écologiques, l'activité verte devient rapidement un secteur industriel à part entière.

D'autres nations ont pris de l'avance sur le Canada sur les deux plans. Les technologies, biens et services environnementaux ont enregistré une forte croissance de la main-d'œuvre – 6,9 % dans l'Union européenne entre 2006 et 2008, comparativement à 1,9 % au Canada – et les pays comme l'Allemagne, la Chine, les États-Unis et l'Italie exportent des biens et services environnementaux². Les industries vertes liées à l'énergie renouvelable, au recyclage, à la gestion des déchets et à la biodiversité accaparent une part du marché à l'échelle du globe.

Transformer les coûts en bénéfices

Le Canada est une nation qui possède une abondance de richesses naturelles, mais il souvent accusé de négliger les pratiques écologiques. Les critiques mentionnent un manque perçu de règlements environnementaux solides, contrairement à de nombreux autres pays. En l'absence d'innovation, la mise en œuvre de pratiques d'affaires écologiques augmentera inévitablement les coûts. Cependant, le Canada n'est pas tenu de sacrifier sa compétitivité aux améliorations environnementales; l'adoption d'une optique d'investissement favorable aux affaires les rend complémentaires³.

Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement déclare que « ... l'économie verte appuie la croissance, les revenus et les emplois »⁴ et que le soi-disant compromis entre le progrès économique et la viabilité environnementale est un mythe, particulièrement si l'on mesure la richesse en incluant les actifs naturels au lieu de la restreindre aux produits fabriqués. Les résultats du programme indiquent que même si la croissance économique à court terme selon un scénario « vert » est moins importante que selon un scénario de maintien du statu quo, à plus long terme (2020 et au-delà) l'adoption d'une économie verte dégagerait de meilleurs résultats que le maintien du statu quo selon les mesures traditionnelles et les mesures plus holistiques.

¹ ECO Canada : Defining the Green Economy <http://www.eco.ca/pdf/Defining-the-Green-Economy-2010.pdf> (page 17)

² ECO Canada : Environmental Trends 2010 Report <http://www.eco.ca/pdf/Enviro-Trends-2010-Summary-Report.pdf>

³ The Institute for Sustainability and Competitiveness <http://www.isc.hbs.edu/soci-environmental.htm>

⁴ Towards a Green Economy, PNUE 2011 http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/ger/GER_synthesis_en.pdf

Les entrepreneurs sont ouverts à l'exploration de nouvelles avenues aptes à préserver et soutenir notre environnement tout en favorisant une prospérité accrue. En appuyant les entreprises, le gouvernement fédéral peut poser les fondements d'une économie verte prospère, diversifiée et résiliente.

Adopter une position, tracer la voie

L'investissement dans le développement d'une économie verte accomplit plusieurs choses :

1. Il établit le Canada comme étant un meneur environnemental : la réputation du Canada sur le plan des questions environnementales a continuellement détérioré depuis le début des vastes investissements dans les secteurs du pétrole et du gaz. À l'heure actuelle, le Canada se classe 15e sur 17 pays développés sur le plan du leadership environnemental⁵. Un solide investissement dans les activités vertes pourrait démontrer à la nation et au monde entier que le Canada a la capacité de consacrer la même énergie et le même intérêt aux nouvelles industries et de prospérer différemment. À l'aide d'encouragements, de prêts à faibles taux d'intérêt et de programmes d'enseignement et de formation améliorés, le gouvernement peut poser les assises d'une économie diversifiée et résiliente. « Les pays comme les États-Unis et le Royaume-Uni accélèrent activement l'efficacité énergétique », affirme l'organisme Green Communities Canada, « ce qui crée des emplois, améliore la compétitivité et engendre d'énormes économies de coûts ainsi que d'importants bienfaits environnementaux »⁶.
2. Il diversifie l'économie : le Canada est une nation axée sur les ressources et le commerce; cependant, les fluctuations des prix des matières premières peuvent engendrer une énorme volatilité économique. L'adoption d'une économie plus équilibrée et stable est une priorité dont l'investissement dans le développement de débouchés écologiques constitue un volet essentiel. « Le potentiel de diversification verte est important », affirme Canada West Foundation⁷. L'auteur du rapport de 2008 Assurer la prospérité canadienne dans une économie mondiale en constante évolution⁸, Vera Martynkiw, déclare : « Afin de maximiser sa réussite commerciale internationale..., le Canada devrait investir dans la recherche et la technologie environnementales et devenir un meneur de la technologie énergétique plus propre. En protégeant l'environnement, le Canada créerait une industrie entièrement nouvelle et assurerait sa prospérité à long terme. » Un investissement solide dans de nouveaux marchés qui se sont avérés bien ancrés à l'échelle internationale, notamment la technologie verte et le commerce écologique, peut soutenir une économie résiliente, stable et solide au Canada.
3. Il crée des emplois spécialisés : le rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement de 2011 intitulé Towards a Green Economy révèle que dans un nombre de secteurs importants, notamment agriculture, construction, foresterie et transport, une économie verte offre plus d'emplois à court, moyen et long terme que le statu quo. Dans des secteurs où le capital est gravement appauvri, comme les pêcheries, le virage écologique peut exiger une perte de revenus et d'emplois à court et moyen terme pour reconstituer les stocks, mais il préviendra la perte permanente de revenus et d'emplois dans ces mêmes secteurs. Dans des cas comme celui-ci, il faut prendre des dispositions transitoires pour protéger les travailleurs des effets négatifs sur leur gagne-pain. Une économie verte peut générer autant de croissance et d'emplois qu'une économie

⁵ Conference Board du Canada <http://www.conferenceboard.ca/hcp/details/environment.aspx>

⁶ Green Communities Canada <http://greencommunitiescanada.org/pages/News.php>

⁷ The Green Economy and Economic Diversification, Canada West Foundation 2010 <http://cwf.ca/projects/the-green-economy-and-economic-diversification>

⁸ Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international 2008 <http://www.international.gc.ca/cip-pic/discussions/prosperity-prosperite/ediscussion/11.aspx?lang=eng>

brune et elle surclasse cette dernière à moyen et long terme tout en dégageant un plus grand nombre de bienfaits sur le plan social et environnemental. Le rapport d'ECO Canada Defining the Green Economy mentionne que « l'écologisation de l'économie... stimulera beaucoup l'emploi » grâce à « l'adaptation et à la réaffectation des emplois actuels et à la création de nouveaux emplois »⁹.

4. Il attire l'investissement étranger : pour attirer les investisseurs, il faut avoir une pensée innovatrice et créer de nouveaux débouchés. Le mouvement global vers le commerce écologique continue d'augmenter. Les technologies propres sont déjà le troisième plus grand secteur pour le capital de risque après l'information et la biotechnologie aux États-Unis, tandis que le capital de risque vert en Chine a plus que doublé pour atteindre 19 % de l'investissement total ces dernières années¹⁰. La majorité des investissements requis pour la transformation verte proviendra du secteur privé, mais les politiques publiques contribueront fortement à surmonter les distorsions découlant des subventions pernicieuses et des coûts acquittés par d'autres et il faudra avoir recours à l'investissement public pour faire démarrer une transition efficace vers une économie verte. Dans certaines circonstances et pendant des périodes définies, une utilisation rationnelle des subventions peut faciliter la transition vers une économie verte. Les impôts et autres instruments axés sur le marché peuvent servir à stimuler l'investissement et l'innovation nécessaires pour financer la transition. Et, bien que la transition vers une économie verte exige un investissement important, il peut être mobilisé à l'aide de politiques publiques intelligentes et de mécanismes de financement innovateurs.
5. Il réduit les coûts et augmente les efficacités : le bien-être économique s'améliore lorsque les organismes peuvent repérer le gaspillage et les inefficacités dans les procédés, les produits et les services et trouver des solutions rentables à ces problèmes. De plus, au lieu d'imposer des coûts aux entreprises pour promouvoir l'observation des réformes environnementales, le développement d'activités écologiques offre la possibilité de réaliser des bénéfices.
6. Il préserve nos richesses naturelles et assure le maintien de notre mode de vie pour les prochaines générations: la technologie verte sera requise pour répondre aux besoins de ressources actuels sans compromettre la capacité des prochaines générations à répondre aux leurs. Un avenir énergétique à bas carbone nous permettra de diminuer la demande de ressources non renouvelables grâce à la mise en œuvre, à la conservation et à l'utilisation de ressources renouvelables. La diminution des coûts énergétiques liés à la marche des affaires au pays améliorera les efficacités et la productivité. L'air pur et l'eau propre amélioreront la santé publique et diminueront le fardeau imposé au système de santé public.

Comme c'est le cas pour toute activité commerciale, il y a de nombreux risques et enjeux. L'adoption d'une économie verte exigera que les dirigeants, la société civile et les grandes entreprises du Canada collaborent à cette transition. Elle exigera un effort soutenu de la part des décideurs et de leurs électeurs afin de repenser et de redéfinir les mesures traditionnelles de richesse, de prospérité et de bien-être. Cependant, le Canada peut mettre sa culture entrepreneuriale à profit pour améliorer son dossier environnemental et accaparer une part d'un marché mondial émergent.

Recommandations

Que le gouvernement fédéral :

1. Établisse des cadres stratégiques solides qui optimisent le potentiel de réussite des activités écologiques pour attirer le capital de risque et l'investissement privé en technologies vertes et

⁹ ECO Canada : Defining the Green Economy <http://www.eco.ca/pdf/Defining-the-Green-Economy-2010.pdf>

¹⁰ Green Jobs: Towards Decent Work in a Sustainable, Low-Carbon World www.ilo.org/global/What_we_do/Publications/.../index.htm

réduise les subventions octroyées aux activités axées sur l'économie brune qui sont déjà établies et se sont avérées autosuffisantes économiquement.

2. Réévalue les règlements qui affectent les projets d'immobilisation pour éliminer les obstacles à l'investissement.
3. Priorise l'investissement et les dépenses publics dans les domaines qui stimulent l'écologisation des technologies et des systèmes dans tous les secteurs et toutes les industries.
4. Sensibilise les producteurs et les consommateurs pour stimuler une réorientation des préférences vers les innovations et l'investissement verts qui mettent en valeur la viabilité environnementale.